

*Le budget—M. Johnston*

● (1600)

Je voudrais poser la question suivante au député de Hamilton Mountain. Estime-t-il que la mise sur pied d'un programme de logements au Canada améliorerait beaucoup les débouchés du secteur du bois de la Colombie-Britannique, même en l'absence d'une reprise aux États-Unis? Estime-t-il et croit-il vraiment sérieusement qu'il pourrait y avoir une reprise sur le marché du bois en Colombie-Britannique même si l'activité économique aux États-Unis ne s'améliore pas?

**M. Deans:** Elle serait dans une meilleure posture qu'aujourd'hui.

**M. Johnston:** Prétend-il qu'il est possible d'accroître les débouchés de denrées comme le cuivre, le plomb ou l'aluminium sur le marché national s'il n'y a pas un redressement général de l'économie mondiale? Estime-t-il par exemple que les ventes de voitures canadiennes ou notre production d'automobiles puissent reprendre même si la conjoncture internationale ne s'améliore pas?

**M. Deans:** A condition de limiter les importations japonaises.

**M. Johnston:** Je pense à une usine de ma région, Pratt & Whitney de Montréal. Le député saura que cette entreprise fabrique des moteurs d'avion. Croit-il que ses affaires puissent s'améliorer si les ventes n'augmentent pas aux États-Unis et à l'étranger?

Je voudrais citer un extrait d'un article de M. Jack McArthur paru dans le *Star* de Toronto du 22 juin. Je pense qu'il visait le député de Hamilton Mountain et certains députés conservateurs lorsqu'il a déclaré:

Certaines critiques sont tellement exagérées qu'elles en sont ridicules.

Et il a ajouté:

Qui a provoqué une inflation identique en France, en Italie et en Grande-Bretagne et l'effritement des monnaies de ces pays ainsi que celles d'autres comme le Japon, l'Allemagne et la Suisse? Qui est à l'origine du chômage terrible qui sévit aux États-Unis et dans la plupart des autres pays du monde industrialisé de l'Ouest?

Ce n'était ni Trudeau ni MacEachen et on ne peut pas s'isoler de ces phénomènes.

C'est une leçon que le député de Hamilton Mountain et les autres députés de l'opposition n'ont pas encore apprise. Comme je l'ai fait remarquer tout à l'heure, on les prendrait plus au sérieux s'ils regardaient les choses en face. Ainsi, il est à la fois partial, malhonnête et fallacieux de la part de l'opposition de critiquer le gouvernement sans tenir compte de la conjoncture internationale. Cela donne à nos concitoyens une idée complètement fautive de la situation réelle et cela leur fait espérer, à tort, qu'un nouveau gouvernement comme le leur pourrait faire des miracles et tout changer d'un coup de baguette magique en dépensant un petit peu ça et là.

Le ministre des Finances (M. MacEachen) l'a fait remarquer à plusieurs reprises, les députés d'en face aideraient énormément les Canadiens à prendre conscience de la gravité de la situation actuelle s'ils admettaient publiquement qu'il n'est pas possible de couper le Canada du reste du monde, de le protéger et de l'isoler de ses voisins avec qui il a des liens commerciaux et financiers très étroits pour en faire une sorte de pays de cocagne. Lorsque le monde entier est en proie au marasme et surtout si les États-Unis sont en pleine récession, nous n'y coupons pas non plus.

A l'heure actuelle, ces facteurs réduisent sensiblement notre capacité de régler nos problèmes. Nous devons reconnaître—si seulement je pouvais attirer l'attention du député de Hamilton Mountain—que l'inflation est, a été et continue d'être le problème n° 1 de la société occidentale. Tous les autres problèmes graves qui nous causent des soucis, y compris le chômage et les taux d'intérêt inacceptables auxquels le député de Hamilton Mountain a fait allusion, ne peuvent pas être et ne seront pas résolus à notre satisfaction tant que nous ne réussirons pas à maîtriser l'inflation. La plupart des autres pays de l'Ouest, dont les États-Unis, notre principal partenaire commercial, contrôlent l'inflation beaucoup plus efficacement que nous. Les députés de l'opposition devraient comprendre que nous ne pouvons pas nous permettre de traîner dernière encore bien longtemps.

Nous nous sommes enfin rendu compte que, dans notre longue et infructueuse lutte contre l'inflation, il faut commencer par comprimer nos propres salaires. Il n'y a pas d'autre moyen. Tous les pays du monde occidental en ont fait l'objectif de leurs efforts pour freiner la hausse des prix. C'est absolument fondamental dans notre lutte contre l'inflation. En plus de la nécessité des réductions salariales, il faut souligner que l'indexation des salaires et des bénéfices marginaux attise automatiquement l'inflation, ce que beaucoup de pays admettent de plus en plus fréquemment. Le député de Hamilton Mountain hoche la tête; je vais le lui prouver dans un moment.

**M. Deans:** C'est votre discours tout entier qui me fait hocher la tête.

**M. Johnston:** Il ne faut pas en blâmer seulement l'indexation contractuelle ou législative. Nous nous sommes laissés prendre souvent par un argument insidieux: étant donné que les salaires n'augmentent pas plus que l'indice des prix à la consommation, il s'ensuit que les augmentations moindres que celles de l'indice des prix à la consommation ne contribuent pas à la poussée inflationniste. Que de Canadiens et de chefs syndicaux se sont servis de ce raisonnement ridicule avec beaucoup de succès. Lorsque la productivité n'augmente pas, comme c'est le cas depuis quelques années, toutes les augmentations de salaires ou de bénéfices marginaux font gonfler les prix tôt ou tard. Ils donnent une certaine légitimité à l'inflation, resserrant davantage l'étau inflationniste et faisant de l'inflation un élément ancré dans le système.

Un article fort intéressant a été publié dans la revue *Business Week* le 21 juin. Je voudrais en citer plusieurs passages. Cet article parlait de la façon dont l'Europe est en train de se débarrasser de l'indexation des salaires. Si le député de Hamilton Mountain n'a pas vu cet article, je serai ravi de lui en faire parvenir une copie, mais entre-temps je voudrais en consigner plusieurs passages au compte rendu. Voici ce que dit cet article:

Le 1<sup>er</sup> juin, la principale association d'employeurs d'Italie, *Confindustria*, a révoqué brusquement son entente sur l'indexation des salaires avec les syndicats ouvriers italiens. Cette décision reflète la tendance de plus en plus marquée en Europe à contrer la montée en flèche des salaires réels qui dure depuis dix ans. Maintenant qu'il y a plus de 10.5 millions de chômeurs, les administrateurs européens, qui étaient auparavant dociles, sont en train de devenir militants et essaient d'obtenir des syndicats ouvriers certaines des concessions les plus importantes depuis des années.

L'article poursuit:

Mais les administrateurs italiens sont prêts à courir le risque d'exercer des pressions sur les syndicats, en partie parce que le programme actuel d'indexation des salaires est en train de placer le pays dans une position commerciale de plus en plus déséquilibrée avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne de l'Ouest, qui ont mieux résisté à l'inflation jusqu'ici. Pendant que les salaires augmentaient en